



Élections Présidentielles : La chasse aux fonctionnaires est ouverte.

Après les 50 000 suppressions envisagées par Emmanuel Macron, des responsables politiques lancent les enchères : 150 000 puis 200 000 pour Valérie Pécresse, 250 000 pour Éric Ciotti... Qui dit mieux ?

La volonté libérale de limiter « l'administration administrante » conduit à mettre en péril les missions de contrôle de l'État et méprise la professionnalité des agents administratifs.

Sans vergogne, ces « responsables » politiques désignent les fonctionnaires de l'État comme la cause des difficultés budgétaires de la Nation. Ils sont les premiers à demander, quand se présentent des difficultés que l'État intervienne avec... ses fonctionnaires !

Caricaturalement, ils présentent les fonctionnaires comme un coût oubliant que l'attractivité de notre pays pour les investisseurs étrangers tient, pour une bonne part, à la qualité de ses services publics. C'est aussi vers eux que se tournent en priorité les Français quand apparaissent des difficultés dans le pays.

L'UNSA Fonction Publique, au moment de l'ouverture de la campagne des présidentielles, tient à rappeler l'attachement des Français à leurs services publics, patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Le sentiment d'abandon qu'ils ont dans certains territoires (ruraux ou urbains) prend largement sa source dans la disparition des services publics de proximité.

Bagnolet, le 21 octobre 2021

Luc Farré

Secrétaire Général de l'UNSA Fonction Publique



Contact presse : Angiocom - Alfonso Lopez Herrera 07 50 88 65 22 - alfonsolopezh@angiocom.fr
Angiocom - Erwan Lemerrier - 06 42 31 02 80 - elemerrier@angiocom.fr